

LES CAHIERS DE
L'ASSOCIATION TIERS-MONDE

N°26 - 2011

XXVI^{èmes} JOURNÉES
SUR LE DÉVELOPPEMENT

CRISES ET
SOUTENABILITÉ
DU DÉVELOPPEMENT

2-3-4 juin 2010
BETA CNRS Université du Strasbourg



PRÉLUDES ”

Sommaire

Francis KERN Hommage à François Bilger	3
Francis KERN et Jean BROT Présentation du XXVI ^{ème} Cahier ATM	7
Pierre-Étienne FOURNIER Introduction aux XXVI ^{èmes} Journées par le Président de l'Association Tiers Monde	9
<i>Association Tiers-Monde</i>	13
<i>Préludes</i>	15
<i>Mondes en Développement</i>	17
Crises et trajectoires de développement durable	
Séverine BLAISE Du concept de développement durable : panacée ou oxymore ?	21
Camille FERTEL et François-Régis MAHIEU L'insoutenabilité sociale du développement durable ?	35
Hédi DAMI Ajustement structurel et crise sociale en Tunisie	45
Muriel PERISSE Chine : la crise sociale annoncée n'a pas (encore ?) eu lieu	51
Ahcène ZEHNATI Contribution à l'étude de la crise du système de financement de la santé en Algérie	69
Stéphane CALLENS et Lu SHANG Risques naturels et crise	79
Gaël LAGADEC et Catherine RIS La conjoncture économique dans la région Asie-Pacifique après la crise des subprimes	87
Crise et ressources naturelles	
Richard SIORAK et Nicolas SIORAK L'impact de la crise sur une exploitation raisonnée de matières premières : un chemin critique difficile à tracer !	107
Souhaila KADIRI Situier la "responsabilité" des institutions publiques et privées dans la lutte contre les crises économiques, écologiques et sociales. Une procédure de décision précautionneuse durable.	119
Crise agraire et sécurité alimentaire	
François PESNEAUD Crises agraires en pays riziocoles. Deux trajectoires comparées : révolution verte dans le Deccan central en Inde et involution sur les Hautes-Terres de Madagascar	125

Damien MUTEBA, Brigitte DUQUESNE et Philippe LEBAILLY Les enjeux de la sécurité alimentaire en RD Congo : approche par l'analyse de la consommation alimentaire des ménages kinois	137
Patience MPANZU BALOMBA, Philippe LEBAILLY et Charles KINKELA SAVY Les conditions de production et de mise sur le marché des produits vivriers paysans dans la province du Bas-Congo (RD Congo)	143
Crise, impact économique et territorial	
François NKOA Régionalisation et crédibilité des réformes économiques en Afrique : leçons tirées de l'expérience de la CEMAC	151
Tarik KASBAOUI Crise financière internationale et après : quelles retombées sur l'activité économique au Maroc ?	159
Matthieu ALAIME De la gouvernance "extraterritoriale" instrumentalisée : le cas de la zone économique spéciale d'Aqaba en Jordanie	171
Crise, microfinance et lutte contre la pauvreté	
Abdelhamid NECHAD Les approches socio-économiques de la pauvreté : entre typologies orthodoxes et hétérodoxes	183
Myriam BEN HASSINE La microfinance en tant qu'outil pour un développement économique durable	193
Mathurin FOUNANOU et Zaka RATSIMALAHELO L'intervention de l'État dans le secteur de la microfinance en Afrique	201
Philippe ADAIR et Imène BERGUIGA La causalité entre performance sociale et performance financière des institutions de microfinance de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (1998-2008) : une étude en panel	217
Benoît LALLAU La reconstruction de l'agencité collective en milieu rural centrafricain. Essai sur une économie politique de la résilience	235
Perspectives de développement	
Bernadette GROSHENY et Denis ACCLASSATO Crises et finance de proximité : l'ancrage territorial comme vecteur d'efficacité	251
Dan TOP et Lavinia SAVU-CIOBANU Les implications du changement climatique sur le marché du travail dans l'Union européenne	259
Francis KERN et Régis LARUE DE TOURNEMINE L'innovation partenariale dans la responsabilité sociale de l'entreprise et le social business : composante d'un nouveau mode de développement ?	263

Cet ouvrage a été réalisé et coordonné par
Jean BROT, BETA Nancy Université CNRS,
pour le compte de l'ASSOCIATION TIERS-MONDE
Dépôt légal : 2^{ème} trimestre 2011

Les enjeux de la sécurité alimentaire en RD Congo : approche par l'analyse de la consommation alimentaire des ménages kinois

Damien MUTEBA¹, Brigitte DUQUESNE et Philippe LEBAILLY²

L'alimentation constitue le premier besoin de base de l'humanité et la sécurité alimentaire se doit d'être considérée comme un bien public mondial. Dans un monde globalisé, les choix et les actions dans un pays peuvent avoir des conséquences sur la sécurité alimentaire dans d'autres parties du Monde. Au delà de leurs intérêts particuliers, tous les pays s'accordent pour considérer que la sécurité alimentaire est essentielle à la paix et à la sécurité. Face aux émeutes urbaines dans les pays du Sud liées à la hausse des prix alimentaires et à son retentissement médiatique au printemps 2008, la communauté internationale s'est mobilisée pour envisager les réponses nécessaires. Aujourd'hui, le retour de bonnes récoltes et la crise financière ont à nouveau fait passer au second plan le scandale de la faim. Or, la question de la sécurité alimentaire est d'autant plus cruciale qu'il faut répondre d'ici 2050 au défi de nourrir 9 milliards de personnes, ce qui nécessitera de doubler la production tout en préservant la planète. Cela doit reposer sur un développement durable des agricultures locales fondé sur une reconnaissance des enjeux environnementaux (changement climatique, désertification, perte de biodiversité), car c'est la seule stratégie responsable pour permettre un bon approvisionnement des marchés.

La situation actuelle témoigne de ce que la sécurité alimentaire n'est pas seulement une question de disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés mais également de pouvoir d'achat (accessibilité). La sécurité alimentaire dépend donc de l'agriculture mais également de l'emploi et des revenus. Elle n'est plus seulement une question rurale mais aussi urbaine. Ces dernières années, on a assisté à un retour dramatisé des questions de sécurité alimentaire avec l'envolée des prix des denrées de base, la question du développement des agro-carburants, les stratégies foncières et d'agro-production de grands groupes transnationaux. La conception et l'analyse scientifique de la sécurité alimentaire ont évolué d'une problématique excessivement axée sur la disponibilité vers une problématique de la demande alimentaire prenant davantage en compte la notion d'accès, de régularité et de qualité de l'alimentation.

Afin d'appréhender la problématique de la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo (RDC), pays au potentiel agricole élevé mais dont 70% de la population est touchée par l'insécurité alimentaire (FAO, 2006), différents dispositifs de recherche ont été mis en place au départ d'un groupe de recherche interdisciplinaire en appui à la politique, financé par la coopération belge (DGCD/CUD)³: Groupe de Recherche en Appui à la Politique pour l'Agriculture et l'Alimentation en Afrique (GRAP 3A). Cet article présente l'un des axes de ce programme de recherche interuniversitaire mené conjointement avec des chercheurs de l'Université de Kinshasa : une approche de l'insécurité alimentaire et de stratégies d'une politique alimentaire durable à partir de l'étude de la consommation alimentaire des ménages de Kinshasa par différentes enquêtes qui se poursuivront au cours des quatre prochaines années.

1. JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

Nous développons ci-après les motivations des choix d'une part de l'approche conceptuelle retenue pour aborder le thème de la sécurité alimentaire ainsi que des moyens utiles à mettre en œuvre pour l'analyser et, d'autre part, du milieu d'étude retenu.

En matière de sécurité alimentaire, dans le cas de crises prolongées, se pose la problématique de la recherche de stratégies plus appropriées que les réponses à court terme et humanitaires. (FAO, Note d'orientation 2008). Le terme de « crise prolongée » a été utilisé pour souligner la nature persistante de certaines situations d'urgence (Schafer et al., 2002) et l'impact qu'elle provoque sur les moyens d'existence des personnes : érosion soutenue qui peut se traduire par une vulnérabilité structurelle.

¹ UNIKIN (République Démocratique du Congo). mutebadam@yahoo.fr

² Université de Liège, Gembloux Agro-Bio Tech (Belgique). brigitte.duquesne@ulg.ac.be ; Philippe.Lebailly@ulg.ac.be

³ DGCD : Direction Générale de la Coopération au Développement ; CUD : Coopération Universitaire au Développement.

On peut observer les facteurs qui ont frappé et maintiennent la RDC dans un contexte de crises prolongées : la succession de guerres, de pillages, l'insécurité et les déplacements forcés, le manque de services publics efficaces et de réglementation contrôlée dans les secteurs de la production et du commerce ; des décennies de mauvaise gestion économique et de règle patrimoniale, la transformation de ressources économiques en actifs politiques et les activités de rente de la classe dominante qui ont conduit à l'effondrement de l'économie congolaise et ont fait obstacle à tout processus de construction institutionnelle formelle (Alinovi et al., 2008). Il est aujourd'hui admis que des politiques alimentaires durables doivent reposer, non plus sur une approche exclusivement orientée vers l'offre, méthode classique de "la nourriture-avant-tout", mais bien sur le tryptique "offre-accès-utilisation".

Afin de mettre en évidence des stratégies et des politiques appropriées en matière de réponse à la sécurité alimentaire dans les crises prolongées, il nous a semblé utile d'aborder le problème par une analyse à l'échelon des ménages des changements survenus en adaptation à leurs moyens d'existence et de la résilience des systèmes alimentaires identifiés.

1.1 Pourquoi des enquêtes sur la consommation alimentaire des ménages ?

L'insécurité alimentaire ne doit pas être considérée comme une simple insuffisance de l'offre alimentaire mais comme l'impossibilité pour les ménages d'accéder à la nourriture et il est désormais reconnu que l'autosuffisance alimentaire d'un pays est une mauvaise indication de l'accès réel des ménages aux aliments. Dans la plupart des cas, 20 à 30% de la population consomment moins de 80% de leurs besoins caloriques même quand l'offre alimentaire dépasse 100% des besoins (Jayne, 1995). Si les bilans alimentaires calculés et publiés par la FAO pour la plupart des pays du monde constituent un outil intéressant pour les analyses sur longue période et pour les analyses comparatives entre pays, ils ne fournissent aucune indication sur la répartition des disponibilités au sein de la population et sont donc d'une faible utilité pour l'étude de la dynamique de la consommation alimentaire à l'échelle locale ou des ménages.

L'insécurité alimentaire des ménages est la résultante d'un système complexe de "facteurs de vulnérabilité", elle est largement due à un manque de pouvoir d'achat et, face à des crises, au manque de résilience des ménages. Des ménages se retrouvent dans une situation d'insécurité alimentaire lorsque leurs modes de vie et moyens d'existence ont changé ou ne se sont pas adaptés et qu'ils n'ont pas la « capacité » de trouver un équilibre entre un ensemble de besoins (Sen, 1981). La demande alimentaire des ménages ne peut donc être analysée indépendamment de l'ensemble des moyens d'existence et conditions de vie des ménages : relations sociales, ressources disponibles, localisation géographique.

Les données statistiques des enquêtes réalisées auprès des consommateurs renseignent sur les quantités d'aliments consommés lorsqu'il s'agit d'enquêtes nutritionnelles ou, pour les enquêtes sur le budget des ménages, enregistrent les dépenses consacrées à l'alimentation ainsi que les autres dépenses des ménages et leurs sources de revenus. Si ces enquêtes budget sont d'une grande utilité en économie alimentaire dans les pays industrialisés, elles présentent, selon nous, davantage de risques d'erreur dans certains pays tels que les pays africains : le fait de se limiter à l'enregistrement des dépenses implique que la grande majorité des aliments consommés provienne du marché, ce qui n'apparaît pas être le cas dans les pays africains où les approvisionnements non marchands (autoconsommation, transferts sociaux) sont non négligeables, même dans le cas de ménages urbains. De plus les dépenses alimentaires réalisées sous forme de consommation hors domicile sont difficilement comptabilisables du fait de l'autonomie des membres des ménages. De même, il est difficile d'enregistrer de façon fiable les revenus du ménage qui souvent proviennent de plusieurs membres et d'emplois informels. En outre ces enquêtes ne donnent aucune indication quant au mode d'approvisionnement, aux pratiques alimentaires et à leur évolution au sein des ménages.

Toutes les données issues des enquêtes et disponibles pour Kinshasa, ne nous semblaient pas suffisantes pour appréhender le fait alimentaire en termes de stratégies d'accès et d'utilisation par les ménages. Une actualisation nous semblait utile, les données les plus récentes datant de 2005 (Enquête condition de vie des ménages 1-2-3), 1999 (CEPLANUT), 1994 (Goosens et al.), 1986 (Houyoux).

1.2 Pourquoi la ville de Kinshasa ?

L'insécurité alimentaire est un aspect majeur de la pauvreté urbaine (Bonfiglioli, 2007). Les ménages urbains consacrent une fraction plus importante de leurs revenus à l'achat d'aliments que les ruraux et sont donc plus vulnérables aux variations de prix et à la dégradation des termes de l'échange. De plus, les besoins alimentaires d'une population urbaine en constante évolution ont des conséquences sur les zones rurales de production. Alors que la pauvreté est surtout un phénomène rural, les systèmes économiques des zones rurales et des centres urbains sont étroitement liés.

Avec près de 6 millions d'habitants et la moitié des ménages vivant dans la pauvreté, Kinshasa compte 10,7% de la population nationale et 34% de la population urbaine de RDC. La ville connaît une démographie galopante : la population s'est multipliée par 7 en 40 ans et la densité de population y est très élevée (577 hab/km²) par rapport à la moyenne nationale (24 hab/ km²) (PNUD, 2009).

2. CONSTATS PRÉLIMINAIRES

La plupart des ménages kinois vivent dans des conditions précaires, dans un environnement caractérisé par une forte crise économique. Les femmes doivent apporter leur contribution aux sources de revenus et les petits emplois souvent informels qu'elles exercent les contraignent d'être absentes du domicile parfois jusque tard dans la soirée. Les heures de repas et leur fréquence s'en trouvent modifiées et ceux-ci ne sont plus dès lors préparés dans le foyer : ils sont consommés hors domicile ou des préparations sont ramenées pour les autres membres du ménage. Cet abandon des pratiques culinaires est d'autant renforcé dans les ménages pauvres que le coût des combustibles ligneux (principalement le charbon de bois ou "makala") est très élevé suite à la surexploitation des zones forestières à proximité de Kinshasa.

Les habitudes alimentaires subissent de profondes modifications : ainsi constate-t-on une diminution de la consommation de plats traditionnels comme la chikwangue (pâte de manioc) en faveur du pain (préparé à base de céréales importées) consommé à tout moment de la journée. Le succès croissant des boulangeries installées à Kinshasa témoigne de ces nouveaux comportements en milieu urbain.

Dans le contexte de crise de la RDC, l'alimentation prend une connotation essentiellement quantitative : les ménages se tournent vers les produits les moins coûteux et d'apport calorique élevé au détriment d'aliments riches en protéines, ce qui aboutit à des régimes déséquilibrés. Ce déséquilibre est accru par un afflux de produits importés, souvent de qualité nutritionnelle médiocre mais à des prix très concurrentiels et répondant à de nouvelles pratiques alimentaires des consommateurs urbains. Les approvisionnements ont également subi des modifications : achats au jour le jour de petites quantités en fonction des ressources disponibles, mélange de farine de maïs à celle de manioc, dynamiques de groupes (relations sociales, échanges non marchands), importance des légumes-feuilles issus des cultures périurbaines...

Si les modifications des habitudes de consommation alimentaire observées ainsi que les stratégies individuelles ou collectives adoptées dépendent assurément du pouvoir d'achat des ménages, elles comportent probablement des déterminants socio-culturels qu'il conviendrait de cerner pour l'élaboration d'axes stratégiques d'une politique alimentaire durable.

3. MILIEU D'ÉTUDE

Les enquêtes utiles à notre analyse seront menées dans la ville de Kinshasa, plus particulièrement dans trois communes choisies afin d'être représentatives de différents types d'urbanisation et de niveaux de vie.

3.1 KINSHASA

Depuis le 12 février 2006, Kinshasa (PNUD/RDC, 2009) a le statut de province et capitale de la RDC et s'étend sur 9 965km²; la majorité des activités économiques et administratives du pays y sont concentrées. Elle compte près de 6 millions d'habitants et la densité y est de 577hab/km². Administrativement, la ville est divisée en 24 communes et 326 quartiers. L'aire urbaine de Kinshasa-Brazzaville, à cheval sur le fleuve Congo, et sur les deux pays Congo-Brazzaville et République Démocratique du Congo, a connu une explosion démographique remarquable au cours des dernières années : cette aire géographique compte aujourd'hui plus de dix millions d'habitants⁴. Le sol de la province est principalement sablonneux et présente une faible utilité pour l'agriculture. L'approvisionnement en produits agricoles provient du Bas-Congo, par route ou voie ferroviaire, du Bandundu par route ou voie fluviale (fleuve Congo) et de l'Équateur, par voie fluviale. La ville est organisée en une juxtaposition entre un centre administratif et commercial (La Gombé) bordé des quartiers résidentiels et une périphérie composée des cités où habite la majorité de la population. Les infrastructures routières sont pour la plupart détériorées et, au vu des engorgements matin et soir, le réseau routier de la périphérie vers le centre semble avoir atteint ses limites. Si la situation à Kinshasa semble meilleure que dans les autres provinces de la RDC, ce qui pose la question de l'exode rural encore amplifié par les conflits armés, les chiffres des différents indicateurs

⁴ Source : <http://www.populationdata.net> (site consulté le 30/04/2010).

socio-économiques traduisent néanmoins la précarité de la vie des Kinois : le taux de pauvreté est de 41,6%, le taux de scolarisation du primaire n'est que de 75%, le taux de mortalité infantile de 73%. Les conditions sanitaires et de santé sont précaires : 50% des ménages ne sont raccordés ni à l'électricité ni à l'eau potable, avec 94 hôpitaux pour la province, cela représente un lit pour 10 000 habitants, un médecin pour près de 5 000 Kinois et à peine 15% des ménages bénéficient des services publics d'évacuation des ordures. La population est jeune puisque la moitié a moins de 20 ans et le chômage est élevé (15% en 2005). Avec près d'un million d'emplois, le secteur informel non agricole est très développé (essentiellement commerce et services).

3.2 Commune de LIMETE

Les Kinois qui résident dans cette commune à vocation industrielle et dotée d'infrastructures assez importantes sont considérés comme ayant un niveau de vie relativement élevé. La population totale était en 2008 de 243 945 habitants. Des 14 quartiers qui la composent, c'est le quartier appelé Résidentiel qui a été sélectionné pour nos enquêtes. Il est composé de 1 038 parcelles et 50 voies d'accès (21 rues et 29 avenues) ; la population est de 8 802 habitants.

3.3 Commune de MAKALA

Considérée comme l'une des plus pauvres de la capitale, cette commune ne dispose pour ainsi dire d'aucune infrastructure urbaine, le lotissement y est quasi spontané et les 173 550 habitants (2009) ont un niveau de vie très bas. Des 18 quartiers de cette commune, celui de Mabulu I (17 389 habitants et 1 030 parcelles) a été choisi.

3.4 Commune de NDJILI

Avec 328 531 habitants (2008), Ndjili fait partie des nouvelles cités. Son degré d'urbanisation et le niveau de vie de ses habitants peuvent être considérés comme intermédiaire entre Limete et Makala. Des 13 quartiers qui composent cette commune, deux feront l'objet d'enquêtes dans le cadre de notre étude : le Quartier 1 (16 231 habitants et 765 parcelles) et le Quartier 7 (12 265 habitants et 634 parcelles).

4. MÉTHODOLOGIE

Deux enquêtes se succéderont : la première consistera en un état des lieux de la consommation alimentaire des ménages et des déterminants socio-économiques qui la sous-tendent. Un échantillon plus modeste de ménages représentatif des typologies identifiées au cours de la première enquête sera ensuite suivi pendant trois ans. Ces enquêtes seront complétées d'entretiens occasionnels pour d'éventuels compléments d'information jugés utiles au vu des résultats recueillis.

La méthode d'échantillonnage choisie sera de type aléatoire simple : chaque parcelle reçoit un numéro de 1 à n et un tirage est effectué par les tables de nombre aléatoire. Chaque parcelle est supposée être occupée par un ménage et si tel n'est pas le cas un nouveau tirage sera réalisé, un numéro ayant été attribué à chacun des ménages. Le nombre de membres d'un ménage est parfois très important et l'on constate, en situation de précarité, une augmentation de la taille, des familles "élargies" par solidarité. La notion du concept de "ménage" retenue est celle de l'ensemble des personnes qui partagent les repas et, la personne interrogée, celle qui est responsable de la préparation de ceux-ci.

La taille de l'échantillon de la première enquête des conditions de vie et consommation alimentaire des ménages sera d'environ 300 ménages : 10% de l'effectif de l'ensemble des parcelles. La première enquête (année 1) consistera en entretiens en tête à tête, au domicile des ménages, sur base d'un rendez-vous préalable et selon un questionnaire préétabli dont nous indiquons ici quelques éléments. Les caractéristiques socio-économiques (âge, sexe, niveau d'études, emploi, religion, ethnie, nombre de membres, enfants) des ménages et du chef de ménage seront relevées et complétées d'informations concernant l'habitat, les biens, les différentes sources de revenus, épargne ou prêts. La question du budget (énumération des dépenses mensuelles) sera abordée afin de déceler la part consacrée à l'alimentation. Les questions concernant la consommation alimentaire porteront sur les comportements alimentaires (nombre de repas quotidiens, heures, restauration hors domicile), le type d'aliments consommés habituellement (relevé de la dernière semaine) ou occasionnellement, le prix, le mode de préparation, le mode d'approvisionnement, les éventuels changements survenus et leur cause. À partir des résultats de la première enquête, pour un échantillon restreint de ménages représentatifs de différentes typologies

identifiées et prêts à collaborer, un suivi de la consommation sera réalisé pendant 12 mois (année 2) puis 6 mois (années 3 et 4). Les ménages recevront un carnet dans lequel ils indiqueront chaque jour ce qui a été consommé, le mode de préparation, le montant dépensé pour l'achat. Pour les achats plus importants de provisions : prix et quantité seront indiqués le jour de l'approvisionnement. Les aliments consommés à l'extérieur du foyer par chacun des membres ainsi que la dépense seront également indiqués. Des visites régulières des enquêteurs (mensuelles ou hebdomadaires, voire plus fréquentes en fonction des besoins) permettront de vérifier l'exactitude et la régularité de la transcription des informations.

5. PREMIERS RÉSULTATS

Les conclusions qui découlent de l'analyse des premiers résultats permettent de mettre en évidence quelques observations pertinentes. Si les ménages prennent en général deux repas par jour, les tendances diffèrent selon les lieux de vie. Environ 77% des ménages de Limete (milieu aisé) prennent soit 2 ou 3 repas par jour. À Ndjili (milieu intermédiaire) près de 85% prennent 1 ou 2 repas par jour. Et à Makala (milieu mal aisé) plus de 92% prennent soit 1 ou 2 repas par jour. L'un des repas est un déjeuner dont le coût mensuel est de 106,6 \$ (milieu aisé), 46,7 \$ (milieu intermédiaire) et 38,6 \$ (milieu pauvre). Ces déjeuners sont composés de pain, de lait et de sucre dans les milieux aisé et intermédiaire alors qu'ils ne comprennent que du pain, du sucre et du thé sans lait dans le milieu pauvre.

Les aliments de base consommés dans les trois milieux sont essentiellement le fufu (une bouillie à base de manioc, de maïs ou du mélange de deux). À cela, s'ajoutent la banane plantain et le riz consommés essentiellement en milieu aisé. Le passage du milieu aisé vers le milieu intermédiaire se manifeste par l'incapacité des ménages à s'acheter de la banane plantain, à laquelle se substitue la chikwangue. Lorsqu'on quitte le milieu intermédiaire vers le milieu pauvre, la consommation du maïs mélangé au manioc dans la préparation du fufu tend à disparaître, le fufu étant alors préparé sur la base de seul manioc.

Les feuilles de manioc, le haricot, les amarantes et les feuilles constituent les accompagnements d'origine végétale les plus consommés. Les ménages du milieu pauvre consomment de moins en moins de haricot qu'ils remplacent par les feuilles de la patate douce. La consommation de ces dernières, considérées comme un légume moins coûteux, tend à augmenter dans le milieu pauvre. On peut les classer parmi les biens inférieurs. Les coûts mensuels des accompagnements d'origine végétale sont de 50,2 \$ (Limete) ; 33,8 \$ (Ndjili) et 24,7 \$ (Makala). Ces coûts, significativement différents, sont dans un rapport du simple au double entre le milieu aisé et le milieu moins aisé. Par ailleurs, les modes de préparation des aliments varient en fonction des ingrédients qu'on y incorpore. La consommation des ingrédients donne lieu à des modèles alimentaires dont les coûts sont élevés et dissemblables. C'est dans le milieu aisé que leur consommation est la plus élevée. En incorporant aux prix des aliments d'origine végétale ceux des ingrédients (épices et d'autres condiments), on constate que les coûts des aliments d'origine végétale sont dans un rapport du simple au double entre Limete et Ndjili et du simple au triple entre Limete et Makala.

Les accompagnements d'origine animale sont constitués essentiellement de chinchard, de cuisses de poulet, d'abats et de poulets. Le chinchard est l'un des aliments disponibles à la portée des ménages. On en consomme un peu moins dans le milieu aisé (25%) que (38%) dans le milieu pauvre. Dans ce dernier, au poulet se substituent les découpes (ailes, cuisses) mais surtout les abats. Les coûts mensuels des aliments d'origine animale sont de 137,3 \$ (Limete), 69,8 \$ (Ndjili) et 35,1 \$ (Makala). Le prix des accompagnements d'origine animale est très élevé comparativement à ceux d'origine végétale. Aussi beaucoup de ménages ne consomment que très peu de produits d'origine animale, ce qui conduit à la malnutrition avec des graves conséquences surtout chez les enfants carencés en protéines animales.

La consommation de fast food et de desserts est fort réduite avec un coût mensuel d'environ 5 \$ dans le milieu aisé et inférieur à 2 \$ dans les milieux pauvre et intermédiaire. Les dépenses mensuelles consacrées aux boissons révèlent des tendances de consommation différentes. Dans le milieu aisé, 55 \$ en moyenne sont consacrés à l'achat d'eau minérale, de boissons sucrées et de jus de fruits. Dans les milieux pauvre et intermédiaire, ces mêmes dépenses sont insignifiantes avec respectivement 1,8 \$ et 7,1 \$. Les boissons les plus consommées dans ces milieux sont essentiellement la bière et les liqueurs traditionnelles.

La consommation hors ménages est assez importante dans le milieu aisé. Les chefs de ménages (60%) ainsi que les conjoints (52%) consomment généralement dans les proximités de leur milieu professionnel. Dans les milieux pauvre et intermédiaire, le taux des chefs de ménages et conjoints consommant hors ménages ne dépassent guère les 40%. Toutefois, dans ces milieux, les grignotages, considérés comme ne faisant pas partie de la consommation alimentaire, ne sont pas comptabilisés.

Les dépenses de consommation alimentaire par rapport au revenu global du ménage représentent respectivement 49% (Limete), 55% (Ndjili) et plus de 64% (Makala). Dans les trois milieux, la structure

des dépenses reste dominée par le poste alimentaire. Cette même tendance avait été mise en évidence par les études successives menées par Houyoux. La part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages kinois y était respectivement de 67,4% (1969), 59,6% (1975) et 62,1% (1986).

CONCLUSION

Les modes de consommation alimentaire en milieu urbain et à Kinshasa en particulier ont considérablement évolué depuis quelques années. Or, ils sont aujourd'hui mal connus et relativement peu étudiés alors que les enjeux liés à la sécurité alimentaire sont, depuis les émeutes de la faim liées à la flambée des prix des produits agricoles en 2008, à l'ordre du jour des agences de coopération au développement. Dans l'analyse de la sécurité alimentaire, la réflexion a évolué et il est aujourd'hui admis que celle-ci doit être abordée dans toutes ses dimensions. « Ce qui est peut-être le plus significatif est que l'insécurité alimentaire n'est plus simplement considérée comme l'échec d'une agriculture incapable de donner une production suffisante de produits vivriers au niveau national, mais au contraire comme l'échec des modes et moyens d'existence, incapables de garantir aux ménages l'accès à des aliments en quantité suffisante... L'insécurité alimentaire en Afrique est le résultat d'une production agricole faible et de revenus insuffisants, mais non pas l'un ou l'autre seul, et est la conséquence d'un échec de nature politique et institutionnelle » (Devereux et Maxwell, 2001, 1).

Les enquêtes menées au cours des quatre prochaines années dans le cadre d'un programme de recherche interuniversitaire financé par la Belgique (DGCD/CUD) et mené conjointement avec des chercheurs de l'Université de Kinshasa devront permettre la collecte d'informations visant à mieux caractériser les habitudes alimentaires des ménages kinois, les mutations qui se sont opérées dans les comportements et les stratégies qui sont développées par différents acteurs dans le but d'assurer un approvisionnement alimentaire. Une analyse basée sur des considérations économiques, socioculturelles et nutritionnelles visera à venir en appui aux politiques en proposant des pistes d'une politique alimentaire durable basée sur les synergies entre les trois dimensions. « Reconstruire un État viable constitue un immense défi, car il s'agit de reconstituer des institutions locales performantes et répondant aux besoins de la population...d'où... pour le Gouvernement congolais, l'impérieuse nécessité de se doter d'institutions publiques, de politiques et d'investissements conduisant à une meilleure sécurité alimentaire et à un développement agricole et rural bénéficiant à une large partie de la population... Manger à sa faim est une condition *sine qua non* de tout développement durable » (Tollens, 2009, 227).

BIBLIOGRAPHIE

- ALINOVI L., HEMRICH G., RUSSO L. (2008) *Food Security in Protracted Crisis*, FAO and Practical Action Publishing, Rugby, U.K.
- BONFIGLIOLI A. (2007) *La nourriture des pauvres. Comment les collectivités locales peuvent-elles réduire l'insécurité alimentaire en Afrique ?* FENU, New York, 135 p.
- BRICAS N. (1998) *Cadre conceptuel et méthodologique pour l'analyse de la consommation alimentaire urbaine en Afrique*, Montpellier, France, Cirad, série Urbanisation, alimentation et filières vivrières, n°1, 48 p.
- CEPLANUT (2000) Enquête nutritionnelle et de consommation alimentaire dans la ville de Kinshasa, juin.
- DEVEREUX S. MAXWELL S. (2001) *Food security in Sub-Saharan Africa*, ITDG Londres, 280 p.
- FAO (2008) *Sécurité alimentaire dans un contexte de crise prolongée : que peut-on faire ?* Note d'orientation, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak057f/ak057f00.pdf>
- GOOSSENS B., MINTEN B., TOLLENS E. (1995) *Nourrir Kinshasa, l'approvisionnement local d'une métropole africaine*, Paris, L'Harmattan, 404 p.
- HOUYOUX J. (1986) *Consommation de produits vivriers à Kinshasa et dans les grandes villes du Zaïre*, BEAU, Kinshasa, 59 p.
- JAYNE T. S. (1995) Experiences from Sub-Saharan Africa, in D. L. Tschirley and al. (ed.) *Market-Oriented Strategies to Improve Household Access to Food*, Ann Arbor, Michigan University.
- MAKABU KENDA T. (2005) L'organisation de la collecte des données de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa, République Démocratique du Congo, *STATECO*, n° 99, 143-154.
- PNUD/RDC (2009) *Province de Kinshasa, Profil résumé. Pauvreté et conditions de vie des ménages*, http://www.cd.undp.org/Downloads/profil/Profil_kinshasa_Final.pdf
- SCHAFFER et al. (2002) *Food Security in Protracted Crisis*, FAO and Practical Action Publishing, Rugby, U.K.
- SEN A. (1981) *Poverty and Famines. An essay on entitlement and deprivation*, Oxford, Oxford University Press.
- TOLLENS E. (2009) Agriculture, sécurité alimentaire et développement économique: défis et enjeux, in T. Trefon (dir.) *Réforme au Congo (RDC). Attentes et désillusions*, Paris, L'Harmattan, 211-229.